

CONSULTATIONS POLITIQUES

Boycott des anciens présidents ?

Abdelaziz Bouteflika se retrouvera-t-il dans une espèce de «tête-à-tête» avec Ahmed Ben Bella, lui qui a lancé des invitations à l'ensemble de ses prédécesseurs encore en vie pour les recevoir personnellement et non pas par la commission Bensalah ? Fort probable.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ce scénario se précise en tout cas depuis hier lundi et la surprenante sortie de l'ancien président Ali Kafi.

Dans une déclaration au quotidien arabophone *Echourouk*, l'ancien président du Haut Comité d'Etat déclinera publiquement l'invitation de Bouteflika : «Je ne participerai pas à ces consultations», lâchera Ali Kafi qui ne s'arrêtera pas là, pour autant ! Il ira même jusqu'à avancer que : «Je ne crois pas à ces consultations car le régime en place ne veut pas d'un véritable changement. Tout ce qu'il fait vise à son maintien.» Celui qui avait succédé au regretté président Boudiaf assènera encore que «le régime sait très bien quelle est la méthode idoine à suivre s'il voulait réellement procéder au changement». Un véritable désaveu pour l'actuel locataire du palais d'El Mouradia de la part d'une per-

sonnalité de ce rang-là et qui, pour le moins que l'on puisse dire, n'est pas connu pour être un modèle en matière d'opposition.

Depuis qu'il avait quitté le pouvoir en 1994, Ali Kafi n'avait, en effet, «brillé» publiquement qu'en deux occasions : en déclenchant une peu glorieuse polémique sur la personne d'un symbole de la Révolution, Abane Ramdane, puis en répondant à plusieurs reprises aux invitations de... Bouteflika ! C'est dire que sa défection était tout simplement inattendue. Contrairement au président Liamine Zeroual qui, lui, reste fidèle à une ligne de conduite sans concession adoptée depuis avril 1999 avec son successeur.

Zeroual a systématiquement décliné toutes les invitations de Abdelaziz Bouteflika et a toujours pris le plus grand soin de l'éviter et il n'y a aucune raison pour qu'il déroge à la règle cette fois-ci encore. Bouteflika risque, en plus, de recevoir une autre «mauvaise surprise». Depuis quelques jours, des sources



Ahmed Ben Bella.

politiques annoncent ainsi un boycott probable de Chadli Bendjedid. Même s'il n'est pas

encore au stade de l'officiel, ces mêmes sources n'hésitent pas à avancer «l'intention» de l'ancien

président de décliné l'invitation de Bouteflika «pour raisons médicales».

Une éventualité qui, si elle venait à advenir, porterait un sérieux coup non seulement à la crédibilité des consultations politiques conduites par Abdelkader Bensalah mais au prestige de Bouteflika lui-même.

Pour des considérations politiques, régionalistes et morales, il serait catastrophique pour son image de président de ne se voir honoré que par Ahmed Ben Bella.

Issus tous les deux de la même région, Tlemcen, la proximité entre les deux hommes est de notoriété publique malgré une brouille remontant au 19 juin 1965. Bouteflika, qui avait joué un rôle de premier plan dans l'accession de Ben Bella au pouvoir dès l'indépendance, a été également aux premières lignes dans le coup d'Etat de Boumediène contre le premier président algérien. Mais les deux hommes ont fini par se réconcilier depuis, au point où Ben Bella est l'un des rares à avoir l'oreille du président depuis 1999.

Qu'il réponde alors à l'invitation de Bouteflika est d'une évidence telle, que cela paraîtra un quasi non-événement...

K. A.

ALAIN JUPPÉ DEMAIN À ALGER

Raccorder les violons désaccordés !

Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, est attendu demain à Alger pour une visite de travail de 24 heures. Qualifiée d'importante par le Quai d'Orsay, cette visite, la première du genre depuis le retour de Juppé aux affaires diplomatiques en 2006, est d'un contenu densément politique.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)- Sans nul doute, la situation en Libye, qui a failli faire renaître une fissure diplomatique entre Alger et Paris, accapara le gros des entretiens qu'Alain Juppé aura avec le chef de l'Etat, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères algériens.

L'Algérie et la France s'étaient retrouvées sur des longueurs d'onde différentes quant aux attitudes observées par rapport à la crise libyenne. Pendant qu'Alger plaçait pour un «dialogue inclusif entre les parties libyennes», Paris, elle, s'était acharnée dans son hostilité au régime de Tripoli, prônant des mesures coercitives internationales.

Aussi éloignées qu'elles étaient, ces deux visions ne pouvaient qu'embrunir davantage, pour ne pas dire obscurcir, une relation diplomatique que les deux pays peinaient déjà à assainir.

Et comme pour rendre encore plus assourdissants les grincements diplomatiques entre les deux pays, qui, depuis plusieurs décennies, entretiennent une relation passionnément tumultueuse, le Conseil national de transition (CNT) libyen y a mis

son grain de sable. A l'accusation des révoltés de Benghazi quant au pourvoi du régime de Kadhafi en mercenaires par l'Algérie, la diplomatie française avait vite réagi, en composant un commentaire qui n'était pas pour plaire aux Algériens.

«L'implication d'étrangers dans des actions criminelles contre la population civile serait grave et en contradiction avec les résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité», faisait remarquer le porte-parole du ministère des Affaires étrangères français, Bernard Valero.

Alain Juppé devait, quelque temps après, poser directement la question à son homologue algérien Mourad Medelci, au cours d'un entretien téléphonique. Medelci a nié ferme. Il le fera, au demeurant, à chaque fois que de nécessaire.

Or ne voilà-t-il pas que, à la veille de la visite d'Alain Juppé, des rumeurs d'un ton nouveau sont distillées par des médias étrangers et ont consisté à faire croire que Kadhafi s'est réfugié en Algérie.

La diplomatie algérienne a ajusté prestement le démenti. Ce qui devra éviter à Juppé de poser une nouvelle fois la question. D'ailleurs, il semble que la



Alain Juppé.

démarche de la diplomatie française s'inscrit dans une perspective de rapprochement. En témoigne la déclaration de Bernard Valero qui, à propos de la visite de Juppé, a affirmé que «c'est une visite importante pour les deux pays partenaires depuis si longtemps ; deux acteurs du sud et du nord de la Méditerranée ; importante aussi parce que nous avons avec nos partenaires algériens toute une longue série de sujets politiques et diplomatiques à aborder».

Pour sa part, la diplomatie algérienne fonde l'espoir de voir cette visite booster la relation entre les deux pays. «Cette visi-

te s'inscrit dans le cadre du renforcement du dialogue politique entre les deux pays et participe de leur volonté commune d'édifier un partenariat d'exception qui soit à la mesure des liens multiformes qui les unissent en termes d'histoire, de voisinage et de densité des rapports humains», a souligné Amar Belani, porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères.

Rappelons que la visite, en mai dernier, de Raffarin à la tête d'une délégation d'opérateurs économiques pour un forum de partenariat a été jugée réussie par les deux parties.

S. A. I.

MGR HENRI TESSIER REÇU PAR LA COMMISSION BENSALAH «Nous avons aussi des chrétiens algériens»

L'Algérie va-t-elle enfin assumer sa diversité religieuse et reconnaître les minorités culturelles ? Pour la première fois, la communauté chrétienne d'Algérie a été invitée à «donner son avis» sur les réformes politiques.

Un geste certes symbolique mais qui mérite d'être signalé qu'est cette invitation lancée par la commission Bensalah à l'ancien archevêque d'Alger, M^{re} Henri Tessier reçu hier après-midi à la présidence.

«C'est un signe que l'Algérie veut accueillir tous ses enfants, quelles que soient leurs croyances et leurs cultures, dans la mesure où ils œuvrent pour le bien commun du pays et de la région», a déclaré l'ancien archevêque à l'issue de sa rencontre avec les membres de la commission Bensalah.

«Notre majorité est formée de chrétiens étrangers mais nous avons aussi des chrétiens algériens.» Reçu à titre de personnalité nationale, Henri Tessier a plaidé pour la cohabitation entre chrétiens et musulmans : «Nous ne sommes pas prêts à retourner à l'ère des rivalités, car nous sommes à l'ère de la cohabitation qui requiert entraide et cohabitation comme l'a fait et le fait encore l'Algérie à chaque occasion.»

K. A.